

Avant d'aborder la thématique du « développement territorial », il est opportun de faire un effort de précision terminologique. En effet, si on peut assumer aisément que le développement territorial est le développement d'un ou plusieurs territoires, encore faudrait-il s'entendre avec précision sur la signification du mot « développement » lui-même. Selon le CNRTL [1](#), le mot n'a pas de sens univoque. Au contraire, ce sens varie de façon significative selon l'objet (l'homme, un discours, un produit, un argumentaire »|) auquel il s'applique.

Bien entendu, dans le domaine de l'économie, le concept de développement se résout au développement économique [2](#). La question fondamentale à laquelle nous devons répondre avant d'aborder une « théorie du développement territorial » est de savoir si le territoire peut être considéré comme un objet purement économique ou pas : de cette réponse découle le sens même du concept abordé ici.

Un consensus existe pour conclure par la négative : les territoires sont plutôt considérés comme des construits sociaux qui s'appuient tant sur des conditions objectives (ex. des îles) que sur des représentations symboliques. Le territoire est donc un fait humain, ce qui oblige à prendre en compte un horizon plus large que le simple spectre des faits économiques. Par conséquent, il me semble que le sens du « développement » est à rechercher plus en profondeur, dans la panoplie de significations que ce mot prend quand il se réfère à l'homme. Cela nous ramène vers les synonymes d'« essor » et de « progrès ». En effet, ce dernier se définit comme un « processus évolutif orienté vers un terme idéal » [3](#), ce qui rappelle de façon fort pertinente le fait que les territoires, dans leur développement, tendent à suivre une trajectoire influencée par les valeurs, les croyances et les attentes plus ou moins rationnelles dans l'avenir.

A la lumière de ces simples considérations sémantiques, il me semble évident qu'on ne peut pas se contenter d'identifier a-priori le développement territorial avec la simple augmentation du PIB par habitant ou la diminution du taux de chômage. Bien au contraire, si on accepte ce point de vue lexical, une définition du développement territorial plus vaste et plus juste peut être avancée : le considérer comme le chemin que le territoire entreprend pour se rapprocher d'un « terme idéal ». Il n'est pas anodin de s'attarder pendant quelques lignes sur cette partie terminale du concept : ce « terme idéal » de référence est-il forcément unique pour tous les territoires ou peut-il prendre des formes différentes, voire contradictoires, d'un territoire à l'autre ?

' ; Il me semble que, d'un point de vue purement théorique, on est bien obligé d'admettre la

possibilité de différences même radicales dans les weltanschauung [4](#) adoptées ou adoptables par les différents territoires. La définition du « terme idéal » à l'échelle du construit social qui est le territoire est un effet un phénomène d'interprétation, individuel et collectif, des situations factuelles à un moment donné par le biais des grilles d'analyse et des modalités de partage des réflexions qui sont dans la disponibilité des acteurs territoriaux. Dans un mot, il s'agit d'un processus « culturel ». Ainsi, des collectivités humaines différentes peuvent définir des objectifs différents face à des situations comparables. Ainsi, le développement territorial peut être défini de façon plus précise comme :

**le chemin que le territoire entreprend  
pour réaliser ses propres objectifs auto-déterminés**

On notera que cette définition marque une différence entre le développement « territorial » et « local ». Ce dernier fait plus référence aux espaces et considère cruciale la mise en place d'une efficace gouvernance associant les différents acteurs de l'espace local. En revanche, le premier implique l'existence d'un construit social capable d'exprimer une volonté : en un mot, d'une gouvernance entre acteurs qui se reconnaissent mutuellement comme territoriaux. Ainsi, si des passerelles existent entre les deux concepts et même si, en toute logique, les démarches de développement local peuvent aboutir à la reconnaissance d'un territoire, il faut admettre qu'on peut faire l'expérience d'espaces locaux qui ne sont pas territoriaux ainsi que de territoires à l'étendue très vaste [5](#).

à%tudier la façon dont les territoires auto-déterminent leurs objectifs ultimes de développement sort du domaine de cette recherche : en effet, si ces objectifs influencent la trajectoire de développement elle ne peut exister de façon consciente qu'après leur définition. En absence d'objectifs définis, ne fut-il que de manière émergente [6](#), on devra plutôt parler de « mutation » territoriale, sans que ce terme puisse être connoté de manière négative ou positive.

Par rapport à ce processus, éminemment politique, on s'autorisera une seule considération. Il semblerait que développement, au sens courant de développement économique, et systèmes démocratiques aient de paire sans qu'on ait pu clarifier de façon définitive quel élément, politique ou économique, favorise l'émergence de l'autre. La clé de lecture adoptée dans cette thèse tend à suggérer qu'être doté d'un système démocratique peut favoriser le partage, la mise en commun et l'appropriation collective d'une vision du futur du territoire, donc de son développement souhaité.

Selon ce que l'on vient d'esquisser, chaque territoire pourrait se doter d'objectifs, et donc de systèmes de développement, uniques. L'observation nous indique que cette diversité d'approches est moins répandue qu'on ne pourrait l'imaginer. Certes, il existe quelques

exceptions comme le Bhoutan qui essaye de dépasser un cadre strictement économique par ses objectifs de « bonheur » [7](#), certains territoires « séparatistes », comme le Groenland, lesquels semblent donner la priorité à un objectif de « liberté » par rapport à l'économique [8](#)

et très certainement il existent des tribus « primitives » que ne donnent pas à l'argent cette importance qu'il a pris dans le monde dit civilisé. Cependant, il s'agit d'exemples marginaux et qui ne sont pas parfaitement concluants : rien n'indique qu'une fois acquise la liberté d'auto-déterminer leurs objectifs les Groenlandais ne choisiront pas de poursuivre un développement de type économique.

La contradiction entre la variété d'approches possibles au développement et la focalisation presque univoque sur les aspects économiques est purement apparente : le fait d'avoir une gamme de possibilités multiples n'implique nullement que les choix finaux doivent forcément être hétéroclites. En réalité, si un des choix possibles apparaît plus rationnel que tous les autres, et cela à partir de grilles de valeurs suffisamment différentes, ce choix peut s'imposer comme un comportement dominant. De même, si les différences entre les référentiels culturels des différents territoires tendent à s'estomper, les choix auront logiquement tendance à être relativement uniformes.

Cette « contagion » entre cultures différentes est largement présente dans le monde contemporain, caractérisé par une grande mobilité des personnes, des biens, des capitaux et de l'information à une échelle presque planétaire [9](#). Par ailleurs, Amartya Sen a montré avec talent combien un certain nombre de valeurs considérés souvent comme spécifiques à l'« occident » sont en réalité patrimoine commun de sociétés diverses et cela même quand elles restent relativement cloisonnées [10](#).

Si l'argument de la contagion est séduisant, il semble néanmoins hasardeux d'affirmer que tous les territoires ont la même grille de valeurs et de priorités. Cela reviendrait à dire qu'il n'existe qu'un seul construit social, un seul territoire, une seule culture. Dans un mot, que le monde est parfaitement lisse [11](#).

L'expérience contredit cette hypothèse. Au contraire, elle laisse entrevoir un lien de causalité entre les pressions globalisantes et la résurgence du fait territorial. Comment expliquer alors le fait que la très grande partie des approches de développement portées par les territoires sont en effet des approches de développement économique ?

Pour y répondre on doit revenir à la définition qu'on a donnée du « développement territorial ». En effet, si on accepte que le territoire est un construit social, on accepte implicitement le fait que le territoire définit ses objectifs par rapport aux besoins et aux envies qui sont portés par le territoire lui-même, prenant en compte les opportunités et les contraintes présentes ou potentielles portées par l'environnement [12](#). Pour être encore plus précis, les besoins et les envies dont le territoire va se charger, ce sont ceux portés par une fraction des acteurs territoriaux ayant la masse ou la qualité suffisantes pour les faire accepter, ou parfois les imposer, à l'échelle collective.

Si on regarde du côté de la « masse » d'acteurs on peut noter que la majorité des acteurs territoriaux, les « citoyens », ont été historiquement porteurs de besoins essentiellement primaires : pouvoir se nourrir, boire, s'habiller, se loger, se soigner, vivre en sécurité, faire grandir ses enfants ce sont tous des besoins dont la satisfaction est loin d'être assurée dans tous les territoires qu'on considère exclus du « développement ». Ce sont également des besoins dont la satisfaction pour le plus grand nombre n'était naguère non plus de rigueur dans nos contrées, aujourd'hui « développées ».

Pendant des années, trouver réponse à ces besoins a impliqué de quitter le territoire. En effet, l'histoire de la révolution industrielle et de l'émigration européenne de masse ont inscrit dans la mémoire collective le lien de causalité entre espace géographique et pauvreté. Par conséquent, porter l'accent sur la production et consommation locales de revenus, c'est à dire l'enclenchement d'une dynamique territoriale de développement économique [13](#) a été vue comme une exigence incontournable. De même, continuer sur ce chemin semble être une manière d'exorciser la peur d'un retour de la pauvreté dans des territoires relativement riches [14](#).

Dans une époque plus récente, le déploiement du « Plan Marshall » en Europe de l'Ouest et la naissance de la CEE avec le succès de sa « politique agricole commune », premiers leviers du développement européen, ont montré combien les approches économiques pouvaient être porteuses de résultats intéressants. La crise des économies planifiées (crise de l'URSS, chute du mur de Berlin, « conversion » de la Chine à l'économie de marché), n'a fait qu'intensifier le processus et, à présent, les objectifs fondamentaux du développement territorial communément acceptés prennent la forme d'objectifs essentiellement économiques définis par rapport au cadre conceptuel de l'économie de marché.

Bien évidemment, cela ne veut pas dire que les approches au développement sont strictement identiques d'un territoire à l'autre : les divergences sur l'aspect environnemental de

l'activité économique en témoignent. Cela veut simplement dire qu'il y a un large consensus sur les objectifs essentiels à poursuivre : croissance et emploi émergent comme les maîtres mots d'une écrasante majorité de projets de développement. La différenciation, même très importante, se faisant sur l'utilisation à venir des fruits de la croissance et la pérennisation du processus. Enfin, ce choix ne semble pas être en rapport avec le niveau de richesse des territoires mais plutôt s'imposer comme une évidence de valeurs désormais largement partagée.

Pour autant, notamment dans les pays considérés comme développés, le sentiment d'inadéquation de ces approches semble être de plus en plus forte. Ainsi, de nombreux auteurs et des nouvelles théories ont tenté de critiquer, parfois avec talent, la domination de l'économique dans le domaine du développement.

Dans cette analyse, on suivra un parcours différent. Comme déjà anticipé, on estime qu'il n'est pas de notre ressort de remettre en cause la confiance faite par les territoires aux approches économiques du développement : cela est du ressort de la détermination de la volonté territoriale, donc, in fine, du politique. En revanche, on essaiera de comprendre les raisons qui conduisent des territoires aussi divers à choisir le chemin du développement économique et de mettre en lumière le caractère instrumental du choix de ces approches par rapport aux vrais objectifs territoriaux, c'est à dire la satisfaction des besoins et des envies territorialement reconnus.

Tout d'abord, notons que prendre des approches économiques au développement revient à appliquer, de façon directe ou indirecte, les théories économiques, notamment macroéconomiques [15](#), les plus répandues et acceptées. Ainsi, les approches de l'« aménagement » se fondent sur l'idée de conforter, stimuler ou établir un potentiel économique localisé sur un territoire ; la « théorie de la base » est, en extrême synthèse, un modèle keynésien qui fait dépendre les revenus du territoire de la demande extérieure [16](#) ; les théories du développement endogène se fondent sur la valorisation de ressources, notamment exprimées en capital humain territorial, épousant en cela les théories de la croissance endogène. Et ainsi de suite.

Par ailleurs, les mesures du développement se réfèrent à des faits essentiellement socioéconomiques, tant de manière directe et univoque (PIB/habitant, chômage, mesures de la « pauvreté ») que de façon tempérée par d'autres éléments comme l'espérance de vie et la scolarisation dans l'IDH [17](#). Cependant, l'existence d'une relation circulaire entre le PIB/habitant et les autres paramètres pris en compte rend l'indice de développement humain

plus « économique » qu'il ne pourrait paraître à première vue.

Par conséquent, si définir un chemin de développement territorial équivaut, dans le cadre restreint qui est le nôtre, à appliquer une théorie, il est essentiel de se garantir du respect de deux conditions fondamentales : que la ou les théorie(s) choisie(s)

-

assument les mêmes objectifs que ceux poursuivis par le territoire soit, à minima, impliquent leur satisfaction comme produit intermédiaire

-

se fondent sur une représentation du comportement, des priorités et des valeurs des acteurs qui est cohérente avec leurs comportements, priorités et valeurs réels

Dans les prochains chapitres on montrera que l'insatisfaction qui est ressentie par rapport à la pertinence des approches économiques au développement est bien fondée et qu'elle s'explique par le non respect des deux conditions énoncées.

-----

[1](#) Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales

[2](http://www.cnrtl.fr/definition/d%C3%A9veloppement) <http://www.cnrtl.fr/definition/d%C3%A9veloppement>

3 Ce qui est remarquablement proche du sens étymologique, le verbe latin « pro-gredior » signifiant « avancer vers un objectif, un but »

4 « Vision du Monde ». A ce propos, C.G.Jung en « L'âme et la vie » : « Avoir une conception du monde (Weltanschauung), c'est se former une image du monde et de soi-même, savoir ce qu'est le monde, savoir ce que l'on est. (...) Toute conception du monde a une singulière tendance à se considérer comme la vérité dernière sur l'univers, alors qu'elle n'est qu'un nom que nous donnons aux choses ».

5 A titre d'exemple pensons à l'espace local défini par une ville centre et des banlieues ghéttos

6 En analogie avec la « stratégie émergente », H.Mintzberg en « Grandeur et décadence de la planification stratégique », Dunod, 1994.

7 <http://www.grossnationalhappiness.com/>

8 Le Danemark contribue pour environ 400 millions d'euros par an à l'économie de l'île

9 Ce qui a pu conduire certains auteurs à voir l'émergence d'une « culture globale » axée sur le « tryptique marché-science-technologie » (Cf. H.Panhuys « La fin de l'occidentalisation du monde » pag 42)

10 A.Sen en « La démocratie des autres » et « Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté »

11 Pour utiliser l'heureuse formule de Léon et Sauvin en « De l'économie internationale à l'économie globale » - 2005

[12](#) Le sens du mot « environnement » est ici celui adopté par M.Porter en « Choix stratégiques et concurrence »

[13](#) En combien de langues et en combien de lieux on a entendu resonner le slogan « Vivre et travailler au Pays » !

[14](#) Les références périodiques au grand traumatisme de 1929 que l'on retrouve en correspondance de toutes les crises économiques peut être un témoignage de cette hystérie irrationnelle : à titre d'exemple le PIB par habitant aux USA est en 2008 cinq fois environ celui de 1930 (élaboration sur Bureau of Economic Analysis)

[15](#) A titre d'exemple, B.Vachon en « Le développement local » "Théorie et Pratique" - 1993 : « Dans ces conditions, quiconque ose remettre en question les vertus de la macroéconomie et les règles qui la gouvernent, peut être taxé de témérité, voire de naïveté : hors des impératifs économiques il ne semble pas y avoir de salut pour l'humanité! »

[16](#) INSEE, notes méthodologiques

[17](#) Indice de Développement Humain - PNUD

---

[Joomla SEO powered by JoomSEF](#)